

# LE PRÉSIDENT DU RCD, MOHCINE BELABÈS, AU SOIR D'ALGÉRIE : «La future Assemblée sera un patchwork ingérable»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) tient demain vendredi son premier conseil national issu du 4<sup>e</sup> congrès, tenu à Alger il y a un peu plus d'un mois. A la veille de ce rendez-vous organique, le président du parti, Mohcine Belabès, ce jeune militant qui a hérité de la lourde responsabilité de succéder à Saïd Sadi, l'un, sinon le plus émérite des hommes politiques algériens, s'ouvre aux lecteurs du Soir d'Algérie. Outre l'importance de ce conseil national qui doit se pencher sur la réorganisation des structures exécutives régionales du parti, le RCD militait pour un Etat unitaire régionalisé (E.U.R), Mohcine Belabès analyse la situation politique qui prévaut dans le pays mais aussi les turbulences à nos frontières. Il atteste que le rejet des élections sera actif et dans une démarche qui associe d'autres acteurs de la société civile. Il explique aussi pourquoi la future Assemblée, qui résultera du scrutin du 10 mai, n'ira pas, à son avis, à son terme. Il commente enfin la nomination de Tayeb Belaïz au Conseil constitutionnel à un moment où la justice est lourdement impliquée dans la surveillance des élections.

Entretien réalisé par  
Sofiane Aït Ifflis

**Le Soir d'Algérie : Succédant à Saïd Sadi à la présidence du RCD, vous vous apprêtez à présider votre premier conseil national du parti. Peut-on avoir une idée des thèmes qui structureront les débats ce vendredi ?**

**Mohcine Belabès :** Le conseil national de ce 13 avril aura à se pencher sur l'évaluation du déroulement de notre 4<sup>e</sup> congrès et la réorganisation des structures exécutives régionales et des sections locales. Il aura aussi à analyser le climat socio-économique qui polarise l'attention des citoyens ces dernières semaines et ses répercussions sur la situation politique déjà délétère à la veille de ce que le citoyen voit comme une nouvelle farce électorale.

**Le parti vient d'appeler à faire du rejet du vote un acte de résistance. Est-ce à comprendre par là qu'il appelle à un boycott actif ? Peut-on savoir quelle modulation aura-t-il ?**

Plus qu'un acte de résistance, le boycott actif auquel nous nous attelons depuis l'annonce de notre position officielle par rapport à ce scrutin à l'occasion de notre conseil national du 13 février postule une vraie solution alternative. Pour nous, les législatives du 10 mai représentent un péril pour l'Algérie. Cette élection n'est rien d'autre qu'une opération qui vise le repêchage d'un régime qui a failli sur tous les plans. Nous travaillons au quotidien à élargir au maximum le front du rejet de cette élection. Nos militants sont instruits à tisser des alliances stratégiques avec toute organisation ou acteur partageant avec nous cette option. Des structures nouvelles ont été initiées par nos militants et d'autres acteurs, notamment dans le milieu de la jeunesse et à l'université.

Nous avons eu plusieurs échanges avec des animateurs de la société civile pour coordonner nos efforts en vue du blocage de cette mécanique infernale de recyclage du système par les fraudes électORALES et déboucher sur une gestion politique de l'après-élection. Cette coordination sera à même d'ouvrir des pistes pour permettre de dégager les voies sur lesquelles peut se reconstruire le destin national et peser solidement sur l'échiquier politique.

**Appréhendant une fraude électorale, le RCD a exigé une observation internationale massive et qualifiée. Quelque 600 observateurs conviés pour la supervision du scrutin ont donné leur approbation. Cela ne répond-il pas à votre exigence ?**

Nous sommes le seul parti politique à avoir demandé une observation internationale massive et qualifiée accompagnée de l'exigence de leur présence en Algérie au minimum six mois avant le début du scrutin. Cela suppose, notamment, leur implication dans l'opération de l'assainissement du fichier électoral comme cela s'est fait en Tunisie, au Sénégal et ailleurs, quand la volonté politique d'engager d'autres mœurs politiques existe. Le nombre de 600 avancé par le ministère des Affaires étrangères est inexact. Des représentants d'organisations internationales venus dans un autre cadre que celui de l'observation ont été inclus dans cette annonce.

Les membres de la délégation des Nations unies, qui séjournent en ce moment dans le pays et que nous avons reçus, ont tenu à nous informer, dès l'entame des discussions, que les Nations unies ne prendront pas part à l'observation des élections du fait qu'une telle option ne peut être envisagée que si l'invitation de l'Etat demandeur



Mohcine Belabès.

leur parvient au minimum une année à l'avance. Il y a aussi beaucoup d'organisations spécialisées dans l'observation des élections qui ont refusé pour les mêmes raisons de répondre par l'affirmative à l'invitation des autorités algériennes. Pour le reste, il y a un peu plus de 400 observateurs de l'OUA, de la Ligue arabe et de l'OCI qui sont à mettre dans la catégorie des observateurs non qualifiés parce que, entre autres, ils ne sont pas autonomes financièrement.

Par ailleurs, les délégations étrangères ont découvert, à travers leurs rencontres avec le RCD, le discrédit des préparatifs et le risque que fait courir cette opération à notre pays.

**La présidence du Conseil constitutionnel est confiée à Tayeb Belaïz, qui était ministre de la Justice. Ahmed Noui est nommé garde des Sceaux intérimaire. Quelle lecture en faites-vous ? Ce remaniement a-t-il une relation seulement avec les législatives ou prépare-t-il la présidentielle de 2014 ?**

Je vous fais remarquer que le mandat de l'ancien président du Conseil constitutionnel est arrivé à son terme en septembre 2011 et de ce fait se pose la question de l'anti-constitutionnalité des lois adoptées par le Parlement à l'occasion de la session d'automne. Plus grave, les lois organiques sur les partis politiques, la loi électorale et celles se rapportant aux quotas réservés à la femme sur la base desquelles se tiennent ces élections ont été validées par un Conseil constitutionnel dont le mandat du président n'a pas été prolongé légalement. La nomination de Tayeb Belaïz en remplace-

ment de Boualem Bessaïeh à cette fonction à un mois du scrutin est faite, justement, pour rattraper ce vide constitutionnel. Sur un autre plan, donner la gestion d'un département censé jouer un rôle majeur dans la préparation et la gestion des élections à un mois du scrutin à un ministre intérimaire renseigne sur le crédit du scrutin.

Pour le reste, la relation avec la présidentielle est évidente. En d'autres termes, Tayeb Belaïz, membre de la tribu, sera celui qui validera la fraude de 2014, si les choses restent en l'état.

**Le RCD a eu à affirmer que la prochaine législature n'ira pas à son terme. Cette prédiction repose-t-elle sur des éléments d'analyse tangibles ?**

Il y a trois raisons essentielles qui appuient cette affirmation.

La première est que le citoyen algérien, encouragé par les évolutions dans son voisinage, s'implique de plus en plus pour trouver les voies et moyens qui lui permettront de sortir le pays du despotisme. La deuxième est que le profil des candidats et la multitude de sigles de partis sponsorisés par la police politique feront de la future Assemblée un patchwork ingérable. La troisième est qu'il sera difficile pour le futur chef de l'Etat qui sortira de l'élection de 2014, y compris par la fraude électorale, de ne pas dissoudre l'APN s'il veut entamer son mandat avec un minimum de crédit.

**Abordons, si vous voulez, la situation au Mali, où les événements se sont précipités. Il y a eu le coup d'Etat, puis la proclamation par le MNLA de l'indépendance de l'Azawad, territoire où les organisations terroristes**

islamistes agissent à découvert, enfin l'enlèvement des diplomates algériens à Gao. Comment appréciez-vous cette situation ? Quelles peuvent être ses implications sur l'Algérie ?

Il y a d'abord les éléments apparents de la crise qui secoue ce pays. Le putsch organisé par des militaires contre le président en exercice, une forte présence terroriste, le rapt des diplomates algériens revendiqué par une branche dissidente d'Aqmi, les problèmes et les revendications des populations touarègues qui remontent à la période de la décolonisation et la proclamation unilatérale de l'Azawad comme Etat indépendant. Il y a ensuite les jeux et enjeux des puissances régionales et internationales en vue d'une évolution géopolitique de la région. Il y a aussi le timing dans lequel sont intervenus ces événements, à savoir une conjoncture électorale en Algérie, en France et aux Etats-Unis.

Il y a beaucoup de similitudes dans les problèmes que vivent le Mali et l'Algérie. En premier, la prise du pouvoir par les fraudes ou les coups de force. Ensuite, il y a le terrorisme et son instrumentalisation par les régimes en place. Enfin, il y a la situation des populations touarègues qui cherchent une reconnaissance culturelle et politique et qui vient d'être confirmée par le déplacement précipité d'Achmed Ouyahia à Tamanrasset pour rencontrer les notables locaux. Ajoutez à cela les frontières incontrôlées entre les deux pays qui encouragent et facilitent la circulation des éléments d'Aqmi dans la région.

Le MNLA est un mouvement plutôt moderniste, voire laïque. Acculés par les complicités de Bamako et d'Alger, rejetant toute idée de décentralisation, il a dû s'accommoder de la présence des islamistes sur ses terres pour peser plus contre le pouvoir central malien.

Par ailleurs, les événements qui secouent le Mali confirment le naufrage de la diplomatie algérienne d'autant plus qu'elle est impliquée dans le traitement du dossier touareg depuis une vingtaine d'années à travers le Premier ministre Achmed Ouyahia. L'Algérie a même abrité plusieurs rounds de négociations entre le mouvement touareg et le pouvoir malien.

Aujourd'hui, c'est la Cédéao qui arbitre et décide. Alger paye le prix de l'absence d'une vision démocratique régionale.

S. A. I.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 10 MAI

# Le MNE présent avec 47 listes

**Le Mouvement national de l'espérance (MNE) participera aux législatives avec 47 listes, ne faisant l'impasse qu'au niveau d'une seule wilaya, celle de Souk-Ahras et les circonscriptions de l'émigration. C'est ce dont a fait part le premier responsable du parti, Mohamed Hadeef, à l'ouverture, hier mercredi à l'hôtel Safir Mazafran de Zéralda, des travaux du congrès national.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Cette participation est loin d'être de pure forme, à se fier à M. Hadeef qui affirmera que les candidats du

parti choisis parmi ce que compte la société comme crème, auront à créer la surprise, et ce, a contrario des pronostics des uns et des autres donnant les «grosses cylindrées» pour les uns et le camp islamiste pour potentiels vainqueurs de cette consultation.

Un camp islamiste qu'il invitera, à l'occasion, à proposer autre chose que le discours religieux qui ne doit, selon lui, «plus avoir raison d'être».

Pour M. Hadeef, c'est là une de ce qui devait être «une préoccupation de la commission Seddiki de surveillance de ces élections». Comment ? «En surveillant de près les discours des leaders politiques lors de la campagne électorale qui commence ce dimanche et de disqualifier tout parti qui aura recouru au

discours religieux», dira le patron du MNE qui semble, par ces propos, ignorer ou feindre d'ignorer des programmes à soubassement religieux de nombre de partis et qui, par ailleurs, se revendiquent ouvertement du camp islamiste.

Et la confiance et la certitude en des résultats probants ont été jusqu'à ne pas trop s'impliquer personnellement dans la campagne électorale puisque M. Hadeef dira n'avoir au programme jusqu'à présent que quatre à cinq meetings à animer. Il exprimera toute son aversion pour la proximité qu'il dit assimiler à du harcèlement et à de la quémance voire la fin des valeurs, soit exactement, dira-t-il, «tout le contraire de ce que requiert l'action politique». Ce qu'il affirmera s'atteler à réhabiliter,

préconisant, dans ce sillage, l'assainissement du climat politique à travers l'annihilation de la plus pernicieuse des fraudes, celle, dira-t-il, du marchandage des candidatures et de l'achat des voix, pratiqué au vu et au su de tout le monde, sans que quiconque ne soulève le petit doigt.

Comme pour montrer qu'au niveau de son parti, les choses sont aux antipodes de ce qui se passe, selon lui, au niveau des autres formations politiques, M. Hadeef affirmera avoir mis l'impasse sur les circonscriptions manquantes à son tableau de chasse du fait, dira-t-il, qu'il ne connaissait pas suffisamment les gens qui se sont proposés pour défendre les chances du parti.

M. K.